

## LE MIRACLE ÉCONOMIQUE TURC – RÉFORMES ET FLEXIBILITÉ

*Après une longue période de marasme, les années 2002-2013 resteront pour la Turquie comme les « dix glorieuses », un miracle économique de velours auquel personne ne s’attendait. La recette ? Un gouvernement de rupture et des réformes radicales, privilégiant le secteur privé et l’esprit d’entreprise. Matthieu Le Blan, banquier à Istanbul, nous explique pourquoi la vieille Europe ferait bien de s’inspirer du pragmatisme turc en matière économique.*

Pour désigner les géants économiques en devenir, nous parlons aujourd’hui des **BRIC+T**. La Turquie est un nouveau venu dans ce club très fermé, et se distingue de ses pairs par l’absence de ressources naturelles (Russie, Brésil) ou humaines (Chine, Inde) gigantesques. Le territoire même, principalement montagneux et aride, n’a qu’un seul avantage : être au milieu de carrefours historiques de commerce (mer noire, route de la soie). Mais en réalité, **la vraie richesse de la Turquie tient en sa capacité à se réformer et à s’adapter à la mondialisation**. Plus que le niveau d’étude ou la force de travail de sa population (par ailleurs très bons), c’est surtout sa flexibilité qui est remarquable, et explique en grande partie la réussite spectaculaire de la Turquie dans les années 2000, réussite qui ne cesse de se confirmer.

- **Les chiffres**

**De 2002 à 2012, le PIB par habitant a été multiplié par deux** et ce, malgré une augmentation importante de la population de 19.7% (passant de 64 à 76 millions sur la période). Même si le pays a été touché de plein fouet par la crise de 2008, avec deux années (2008 et 2009) de diminution du PIB/habitant, l’économie turque a montré une résilience rare, surtout pour un pays dépendant grandement de la bonne santé des pays européens.

### *PIB / Habitant en USD*

| Année      | 1999  | 2000  | 2002  | 2003  | 2004  | 2005  | 2006  | 2007   | 2008   | 2009   | 2010   | 2011   | 2012   |
|------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| USD        | 6 200 | 6 800 | 7 000 | 6 700 | 7 400 | 8 400 | 9 000 | 12 000 | 11 900 | 11 500 | 12 300 | 14 700 | 15 200 |
| Croissance | N/A   | 9.7%  | 2.9%  | 4.3%  | 10.4% | 13.5% | 7.1%  | 33.3%  | -0.8%  | -3.4%  | 7.0%   | 19.5%  | 3.4%   |

Parallèlement, tous les fondamentaux de l'économie turque sont passés au vert, même si l'inflation reste un sujet d'inquiétude (+7% en 2012). Le ratio dette / PIB est un symbole de ce *turnaround management*, passant de près de 80% du PIB en 2002 à moins de 35% en 2012. **L'économie turque a crû sans s'endetter, bien au contraire.**

***Dettes publiques en % du PIB***

| Année                       | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 |
|-----------------------------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| Dettes publiques (% du PIB) | 81,3 | 74,3 | 68   | 64,7 | 38,9 | 40   | 46,3 | 48,1 | 39,9 | 34,5 |

- **La crise comme point de départ d'un changement**

- ***La Crise économique et financière de 2001***

Les raisons du changement sont multiples, mais un mot revient. Mot que, en France, nous connaissons bien : crise.

En Turquie, c'est la crise financière de 2001, symbolisée par une inflation galopante (53,46%), qui a obligé le pays à se réformer. Des 19 plans du FMI depuis 1961, aucun n'avait été respecté. **Les années 90 sont considérées comme des années noires en Turquie**, où tout semblait bloqué, et où la population, très jeune et en constante augmentation, qui plus est de plus en plus urbaine, ne voyait pas beaucoup d'autres perspectives que l'émigration, principalement en Allemagne.

Une dévaluation permanente de la livre turque ne permettait pas de juguler ni déficit, ni baisse des taux de production. Prendre son taxi se calculait en dizaines de millions de livres turques. Des pans entiers de l'économie (textile, électroménager) subissaient une nouvelle concurrence venue d'Asie, principalement de Chine. La dette atteignait plus de 81% du PIB.

Comme un symbole, le terrible de tremblement de terre d'Izmit, en 1999, a révélé l'ampleur de la corruption et la vulnérabilité de l'économie turque face à des chocs exogènes importants. **Le choix était entre le changement et le gouffre.**

- ***L'émergence d'une nouvelle classe politique***

**Une classe politique nouvelle a émergé, loin des dogmes de l'état centralisateur ataturkien**, plus pragmatique en matière économique. L'apparition sur la scène politique de l'AKP, le parti islamiste, a été un élément important du renouvellement de la classe politique turque. Créé en 2001, il est arrivé au pouvoir en 2002, principalement élu sur un programme économique réformateur et de lutte corruption. Recep Erdogan, au départ inéligible en raison

de son activisme des années 90, est devenu le symbole de cette nouvelle classe dirigeante, agnostique en économie, s'appuyant sur une administration jeune, renouvelée et compétente.

- **Un processus assez rapide**

- ***Un prérequis : la stabilisation monétaire***

Le programme du FMI de 2001, mis en place par Kemal Dervis, a lancé d'importantes réformes économiques. La déconcentration et la restructuration / privatisation des cinq grandes banques nationales a été effectuée en un peu moins d'un an. La nouvelle Lira, lancée le 1er janvier 2005, fut le point d'orgue de cette réforme bancaire et monétaire.

- ***Des réformes pro-business et un populisme entrepreneurial***

Les démarches administratives pour ouvrir une société ont été réduites, faisant passer le processus de création de 19 à 6 jours (contre une moyenne de 12 dans l'OCDE). Le nombre des documents, licences et autres autorisations administratives a été divisé par 5. Parallèlement, **une ouverture massive et unilatérale des frontières a été entreprise**, réduisant le nombre de pays nécessitant un visa, et simplifiant grandement l'obtention de ceux-ci. **L'entrepreneur est un héros national**, magnifié par les publicités et choyé par les politiques.

- ***Une fiscalité raisonnable***

La taxe sur les sociétés a été réduite, passant de 33% à 20%. La taxe individuelle sur les revenus varie aujourd'hui entre 15% et 35%. De nombreuses exemptions de taxe ont été votées dès lors que les investissements se font dans des secteurs considérés porteurs (R&D, zones à fort potentiel technologique, zones industrielles) ou stratégiques (énergie).

- ***Le secteur privé comme solution aux problèmes d'infrastructure***

La Turquie, de par sa population croissante et son économie florissante, a d'immenses besoins d'investissements en infrastructure. Le secteur privé a largement été privilégié.

**Les privatisations des ports, aéroports et compagnies aériennes ont permis l'émergence de conglomérats puissants et compétitifs** (Akfen), qui gagnent de nombreux contrats à l'étranger. Les nouvelles infrastructures (routes, ponts, ports, logements sociaux) sont toutes mises en place selon des contrats de **partenariat public-privé** sophistiqués, laissant une large place à la concurrence entre les acteurs. Le secteur municipal bénéficie également de ce mouvement de privatisations et de libéralisation, notamment dans le secteur de l'eau (adduction

et traitement), des déchets et du transport urbain. En médecine, l'installation des médecins et la création d'hôpitaux modernes a été facilitée, et Istanbul est devenu un hub pour le « tourisme médical ». **De nombreuses assurances privées sont en concurrence pour assurer la couverture médicale de la population.**

- *Une flexibilité du travail assumée*

**Le gouvernement Erdogan a fortement lutté pour amoindrir le rôle des syndicats**, avec l'interdiction du droit de grève dans certains secteurs stratégiques : électricité, transports aériens... Parallèlement, une flexibilisation du marché du travail importante a été engagée par l'AKP. Les chiffres du chômage sont à ce titre révélateur. Pays ouvert, la Turquie a été touchée par la crise de 2007. Le taux de chômage, qui avait décliné de 10.3% à 9.7% en 2007, est subitement remonté à 16.1% dans la seule période de Janvier-Mars 2009. Dès Avril 2010, il était revenu à 10.0%. Depuis, il a atteint son plus bas niveau historique de 7.9%.

La Turquie a donc amplement bénéficié des réformes entreprises depuis 2001. L'émergence d'un géant économique régional aux portes de l'Europe est une bonne nouvelle, même si la question de l'entrée de la Turquie dans l'Europe ne se résout plus à Paris ou Berlin, mais à Ankara. A ce titre, **il n'est plus certain que la Turquie veuille perdre une flexibilité acquise de haute lutte au profit de l'appartenance européenne ; mais son credo résolument libéral en ferait un partenaire de choix.**

Matthieu Le Blan

Matthieu Le Blan dirige le Hub Asie Centrale de la BERD (Banque Européenne de Reconstruction et de Développement), basé à Istanbul. Il siège au Conseil d'Administration de GenerationLibre.